

Ne payons pas leur crise : luttons !

Dans tous les pays, gouvernement et patronat mettent en oeuvre une succession de plans d'austérité. Leur recette est simple : faire payer les peuples, exploiter toujours plus les travailleuses et les travailleurs, pour accroître le pouvoir et les profits d'une petite minorité (capitalistes, banquiers, industriels...).

La Confédération Européenne des Syndicats organise une journée d'action européenne le 29 février, qui se traduit par des initiatives diverses selon les pays : débrayages, manifestations, rassemblements, diffusions de tracts, etc. En France, dans de nombreux départements, des rassemblements et manifestations sont organisés par la CGT, l'UNSA, la FSU et Solidaires. C'est le cas en Ille-et-Vilaine (voir appel commun au dos de ce tract).

Agir ensemble en Europe, le même jour, est un premier pas vers une lutte collective pour imposer nos exigences sociales. Le mouvement syndical doit agir à travers les frontières pour imposer un système qui ne repose plus sur la domination et l'exploitation de la majorité de la population, mais sur l'émancipation de tous et le bien commun.

Leur guerre sociale :

Détruction des services publics et de la protection sociale, blocage des salaires et des pensions, augmentation de la productivité des salariés, taxations qui visent la population laborieuse, installation de la précarité dans tous les secteurs, attaques sur les qualifications et les savoirs des travailleurs-euses, attaques sur les conquêtes démocratiques (libertés et droits syndicaux) conquis par les précédentes générations, anéantissement des législations sociales, répression de celles et ceux qui résistent, stigmatisation des populations pauvres et immigrées, pillage des ressources naturelles, pollutions, famines...

Voilà à quoi nous mènent le système capitaliste et les politiques qui visent à confier à ce même système les "solutions" à la crise et le sort de l'humanité.

Elections présidentielles ou pas... il y a urgence à réagir !

Ce pour quoi nous luttons :

- **arrêt des licenciements** dans les entreprises qui font du profit **et des suppressions de postes** dans les services publics,
- **création d'emplois** stables et socialement utiles par un partage du temps de travail par tous, développement des services publics pour répondre aux besoins de la population,
- **augmentation des salaires, pensions** et indemnités par une taxation ou une baisse de la part des profits ; annulation des dettes publiques et contrôle des comptes publics (audit citoyen de la dette...) pour établir une justice fiscale ;
- **protection sociale pour tous**, égalité hommes/femmes
- une économie au service de l'humain dans le **respect de l'environnement**

Le 29 février, manifestons partout en Europe !

Rennes : 11h30, place de la Mairie

St Malo : 11h30, sous-préfecture

Fougères : 17h30, sous-préfecture

Un préavis de grève a été déposé par la Fédération SUD Collectivités Territoriales

Pour rappel, les retenues pour grève sont de :

1/151,67ème de la rémunération pour 1h de grève et 1/60ème par demi-journée.

Une autre date à retenir :

Samedi 24 mars à Paris

**Manifestation nationale pour l'emploi,
contre les licenciements et les suppressions de postes**



l'info Sud, c'est aussi un site internet : sud-departementaux35.org

*Syndicat Sud Départementaux 35 - Hôtel du Département - 35042 Rennes Cedex
téléphone : 02 99 02 39 82 télécopie : 02 99 02 39 91 mel : sud-departementaux@cg35.fr
permanence : Rennes-Beauregard - bâtiments modulaires - porte 32*